Resultat wie Freiburg mit seinem Erbrecht zu Gunsten der eigenen Gemeinden.

Endlich ist noch auf Art. 466 des Schweiz. ZGB zu verweisen, wonach beim Mangel erbberechtigter Personen die Erbschaft an den Domizilkanton oder die Gemeinde fällt, die von der Gesetzgebung des Kantons als berechtigt bezeichnet ist. Auch hier wird es sich wohl nach Wortlaut und Zusammenhang des Gesetzes um ein Erbrecht des Gemeinwesens handeln, und es dürfte kaum zweifelhaft sein, daß die kantonale Gesetzgebung gemäß der ihr vom ZGB eingeräumten allgemeinen Ermächtigung bestimmen kann, daß bei Kantonsbürgern die Heimatgemeinden erben, während bei Niedergelassenen die Erbschaft an die Wohnortsgemeinde oder an den Staat fällt. Darnach beruht aber auch Art. 466 ZGB auf dem, dem bisherigen Territorialprinzip im Erbrecht entsprechenden Gedanken, daß der Nachlaß eines ohne erbberichtigte Personen verstorbenen Niedergelassenen grundsätzlich dem Domizilkanton gehört, der darüber verfügen kann und zwar auch in einer Art und Weise, die unter Umständen, rein formell und äußerlich, eine verschiedene Erbfolgeordnung für Bürger und Niedergelassene bedeutet. Die Regelung des Freiburger Rechts wäre daher nach dem ZGB zulässig. Um so weniger wird man darin eine Verletzung des Art. 60 BV finden wollen und aus dieser Verfassungsnorm folgern, daß nun auch eine auswärtige Heimatgemeinde in Freiburg in Ausdehnung des Art. 747 CO als erbberichtig anzuerkennen sei.

Aus den bisherigen Ausführungen erhellt aber zugleich ohne weiteres, daß eine derartige Folgerung auch nicht aus Art. 4 BV gezogen werden darf, da für die verschiedene Behandlung des erblosen Nachlasses bei Bürgern und Niedergelassenen sachliche und vernünftige Gründe, und zwar sowohl vom Standpunkt der auswärtigen Heimatgemeinden, wie auch von demjenigen des Erblassers aus, vorhanden sind.

9. — Die Klage ist daher abzuweisen. Die Verhältnisse des Falles, die Vorgeschichte des Prozesses und die unbegründete, den frühern Erklärungen des Staatsrates von Freiburg widersprechende Kompetenzbestreitung des Beklagten, rechtfertigen es aber immerhin, der Klägerin nur die Gerichtskosten aufzulegen und die Parteikosten weitzuschlagen.

Demnach hat das Bundesgericht
erkannt:

Die Klage wird abgewiesen.

66. Arrêt du 13 juillet 1909,

dans la cause Gäumann, dem., contre Etat de Fribourg, déf.

Compétence du Tribunal fédéral résultant de l'art. 48 chif. 4 OJF: Action en dommages-intérêts pour **arrestation accompagnée de voies de fait; responsabilité de l'Etat refusant l'autorisation de poursuivre ses agents en cause** (loi fribourgeoise, du 5 octobre 1850, sur la responsabilité des agents du Conseil d'Etat, art. 14). Etendue de la responsabilité: art. 13 ibid., applicable conformément à la **réserve de l'art. 64 al. 1 CO**. Fautes graves des agents opérant l'arrestation. Indemnité pour préjudices matériel et moral; application du principe de l'art. 55 CO.

A. — Par demande du 11 mai 1908, Jean Gäumann a conclu par devant le Tribunal fédéral contre l'Etat de Fribourg « au paiement d'une indemnité de 4100 fr. avec intérêt au 5 % dès le 6 juin 1907, dite indemnité représentant le préjudice occasionné au demandeur par l'arrestation illégale dont il a été l'objet à dite date et par les voies de fait accompagnant cette arrestation. »

Il a conclu en outre « à l'adjudication d'une indemnité de 800 fr. pour les dépens du présent procès ».

Dans sa réponse du 20 juin 1908, le défendeur a conclu à libération de la demande et à l'adjudication d'une indemnité pour les dépens du procès.

B. — Le demandeur, qui est fermier au Brugg, près Fribourg, se rend depuis de nombreuses années chaque semaine à Fribourg avec un attelage de deux à trois chevaux pour aller chercher des drèches dans une brasserie. Depuis trois ans environ, il passait régulièrement par la rue de Lausanne.

Le 6 juin 1907, à 4 h. 45 du soir, le demandeur s'étant

rendu à Fribourg s'apprêtait à faire descendre son char chargé de malt la rue de Lausanne, lorsqu'il fut accosté par le gendarme Bersier, de service aux Grand'Places, qui lui enjoignit, conformément aux ordres reçus de la Préfecture, de passer par le Varis. Au dire du demandeur, le char se trouvait déjà à ce moment-là devant les Ursulines, c'est-à-dire trop engagé dans la rue de Lausanne pour pouvoir le retourner. Il en aurait fait part au gendarme. Estimant être assez connu à Fribourg, il ne crut pas devoir donner son nom au gendarme qui le lui demandait.

Suivant le gendarme Bersier, il aurait signifié à temps, soit déjà près de la Colonne météorologique se trouvant encore sur la place, au domestique de Gäumann qu'il devait acheminer son char par le Varis. Gäumann lui aurait répondu grossièrement, aurait refusé de donner son nom et aurait passé outre. Le gendarme n'insista pas alors, mais alla quérir du secours au poste central.

Arrivé près du Tilleul de Morat, le char fut arrêté pour la seconde fois par environ six gendarmes qui sommèrent le demandeur de décliner ses noms et qualités, ce à quoi il se refusa.

Il s'en suivit alors une arrestation mouvementée du demandeur qui, ne voulant pas se laisser conduire au poste, opposait aux gendarmes de la résistance. Gäumann reçut plusieurs coups et fut blessé au poignet de la main gauche par les menottes que les gendarmes lui mirent peu avant le poste central où ils le conduisirent.

Gäumann se soumit à l'amende de 50 fr. qu'on lui infligea et versa immédiatement un acompte de 10 fr.

A la suite de ces faits il a demandé au Conseil d'Etat de Fribourg de pouvoir prendre à partie les agents de la force publique ayant procédé à son arrestation. Il invoquait les dispositions de la loi du 5 octobre 1850 sur la responsabilité du Conseil d'Etat et de ses agents.

Par arrêté du 19 octobre 1907, communiqué à Gäumann le 12 novembre suivant, le Conseil d'Etat a écarté la demande de prise à partie.

C. — C'est à la suite de ces faits que, par *demande* du 11 mai 1908, Gäumann a ouvert action devant le Tribunal fédéral comme instance unique, en formulant les conclusions rapportées en tête du présent arrêt.

Il expose dans son mémoire que la police locale et le Conseil communal ont bien provoqué les mesures d'ordre prises par la préfecture au sujet de la circulation des chars dans la rue de Lausanne, mais qu'ils n'ont jamais entendu que ces mesures fussent appliquées à d'autres charrois qu'à ceux des matériaux de construction et de transport de longs bois. Les transports de produits agricoles, de fourrages, auraient été constamment exceptés. C'est donc à tort que la gendarmerie s'est arrogé le droit d'interdire au demandeur, le 6 juillet 1907, le passage de la rue de Lausanne. Ce vice initial et essentiel aurait pour conséquence de rendre illégales toutes les mesures ultérieures prises contre Gäumann, en particulier son arrestation et son emprisonnement. Enfin les sévices que les gendarmes ont exercés sur le demandeur sont inexcusable et constituent à leur charge un délit. En conséquence, le demandeur s'estime fondé à réclamer des dommages-intérêts tant pour les souffrances morales et physiques qu'il a endurées que pour la perte matérielle provenant de son incapacité partielle de travail pendant un traitement qui a duré six mois, incapacité qui subsiste encore aujourd'hui d'une façon très atténuée, il est vrai. Les frais de médecin se sont élevés à 35 fr. et ceux de pharmacie à une vingtaine de francs. Le demandeur dit avoir été obligé d'engager un ouvrier supplémentaire. Le traitement de cet ouvrier, y compris son entretien, peut être évalué à la somme de 800 fr.

Le demandeur invoque les art. 110 al. 4 CF, 48 al. 4 OJF, 13 et 14 al. 2 de la loi fribourgeoise « sur la responsabilité du Conseil d'Etat, de ses agents et des justices de paix comme autorité pupillaire », du 5 octobre 1850, desquels il fait découler la compétence du Tribunal fédéral. Eu outre il s'appuie sur les art. 50 et suiv. CO relatifs aux actes illicites.

D. — L'Etat de Fribourg a conclu en *réponse* à libération en justifiant la conduite des gendarmes par les ordres reçus

de la préfecture et par la résistance acharnée du demandeur. Le public se plaignant depuis longtemps de l'encombrement de la rue de Lausanne, le Conseil communal de Fribourg adressa, le 17 avril 1907, l'office suivant à la Préfecture de la Sarine : « Afin d'éviter les inconvenients et même les dangers que présente la circulation des gros chars à la rue de » Lausanne, nous venons vous prier de bien vouloir poster » deux gendarmes, l'un entre la rue St. Nicolas et la Place » de Notre Dame et le second sur les Places, pour faire » acheminer les gros chars montants et descendants par le » Varis, ce jusqu'à ce que notre Route des Alpes soit achevée. » Le lendemain, 18 avril, la Préfecture donna à la gendarmerie l'ordre écrit suivant : « ... des plantons seront » placés sur les Places et près de la statue du père Girard, » qui donneront l'ordre aux conducteurs de gros chars chargés ou vides de passer par le Varis soit à la montée soit » à la descente. » Les gendarmes n'ont fait, en conséquence, qu'exécuter les ordres reçus.

Le défendeur soutient que l'arrestation de Gäumann était le résultat nécessaire de son refus de décliner ses noms et qualités et que l'attitude agressive du demandeur, qui chercha à frapper les gendarmes, força ceux-ci à faire usage des menottes et à passer le cordon (marguillon) au poignet de Gäumann pour briser sa résistance. Aucun coup n'a été porté au demandeur, et les minimas lésions au poignet sont dues à sa propre faute, soit aux efforts qu'il a faits pour se dégager. La déclaration du demandeur qu'il se soumettait à l'amende montre bien qu'il reconnaissait ses torts.

En droit, le défendeur soutient que les art. 50 et suiv. CO sont inapplicables en l'espèce, l'Etat n'étant responsable de la faute aquilienne de ses employés que dans le cas prévu par le dernier alinéa de l'art. 64 CO. En dehors de ce cas, l'Etat ne doit répondre des conséquences de la faute de ses employés que si le droit cantonal le prévoit. L'art. 14 de la loi fribourgeoise du 5 octobre 1850 autorise l'action contre l'Etat, mais dans les limites seulement de la demande de prise à partie, qui a été écartée. En l'espèce le demandeur

a requis l'autorisation de procéder contre les gendarmes uniquement. La légitimation passive de l'Etat dans le procès actuel est donc restreinte aux conséquences des actes des gendarmes et ne s'étend pas aux actes ou procédés de la Préfecture ou des fonctionnaires de la police municipale. Cette responsabilité est régie non par les articles du CO, mais par les dispositions de l'art. 13 de la prédite loi fribourgeoise prescrivant que le fonctionnaire ne doit répondre que du dol ou de la faute grave. Cette disposition est licite au regard de l'art. 64 CO. Aucune faute ne peut être relevée à la charge des gendarmes qui n'ont fait que leur devoir.

E. — Dans sa *réplique* du 25 juillet 1908, le demandeur fait remarquer que la citation de l'office du 17 avril 1907, du Conseil communal, est incomplète. Elle omet les mots « comme cela s'est pratiqué précédemment ». Et le demandeur allègue que la pratique antérieure n'excluait de la circulation dans la rue de Lausanne que les gros chars encombrants, tels que ceux charriant les matériaux de construction, pierre, gravier, tuiles etc., de même que les chars à longs bois et à bois de charpente. Cette distinction résulterait d'un office précédent du Conseil communal, du 17 octobre 1906.

Le demandeur conteste d'avoir frappé les gendarmes. Sa soumission à l'amende ne constitue pas une reconnaissance de ses torts. L'amende n'a été payée que parce que la gendarmerie n'avait voulu lever l'érou que sous cette condition. La prohibition de passer par la rue de Lausanne constitue une loi. Or une loi n'a de force obligatoire que si elle a été promulguée. Comme ni l'ordonnance du Conseil communal, ni celle du Préfet ne l'ont été, les gendarmes n'avaient pas le droit d'inviter le demandeur à passer par le Varis et de procéder à son arrestation.

Même si l'on admet une contravention à la charge du demandeur, les gendarmes ont violé le règlement cantonal de la gendarmerie, du 25 novembre 1852. A teneur des art. 96 et 97 de ce règlement et de l'art. 60 Cpp, les gendarmes avaient l'obligation de conduire immédiatement le demandeur

à la Préfecture et il leur était interdit de se livrer contre lui à de mauvais traitements. De plus, l'art. 16 Cpp fribourgeois ordonne d'éviter toute rigueur inutile lors d'une arrestation.

F. — L'Etat de Fribourg a fait remarquer dans sa *duplique* du 5 octobre 1908, qu'il s'agit en l'espèce d'une mesure de police pour laquelle aucune promulgation spéciale n'est requise. La résistance du demandeur a obligé les gendarmes à le conduire au poste le plus rapproché. L'art. 60 Cpp, en statuant que les agents de la police doivent « en général » conduire l'individu arrêté immédiatement au Préfet, admet par là-même des exceptions.

G. — Les parties ayant déposé leurs mémoires sur preuves, l'audition des témoins a eu lieu par voie de commissions rogatoires.

Le 18 janvier et le 17 mai 1909, il a été procédé à Fribourg au débat préalable prévu par les art. 162 et suiv. Pc féd. ainsi qu'à la vision locale.

H. — A l'audience de ce jour, les représentants des parties ont repris et développé dans leurs plaidoiriers les conclusions transcrites en tête du présent arrêt.

Statuant sur ces faits et considérant en droit :

1. — La compétence du Tribunal fédéral comme instance unique résulte de l'application de l'art. 48 al. 4 OJF. Le litige relève du droit civil; il atteint en capital la valeur requise par la loi et il divise l'Etat de Fribourg d'avec un particulier qui a porté la cause devant le Tribunal fédéral.

2. — L'Etat de Fribourg est partie dans le procès en raison de son refus d'autoriser la prise à partie des gendarmes. L'art. 14 de la loi cantonale du 5 octobre 1850 sur la responsabilité des agents du Conseil d'Etat, dispose en effet « qu'en cas de refus ou de silence pendant 30 jours, à « partir de la remise de la demande d'autorisation à fin de » poursuite, l'action peut être intentée directement contre » l'Etat.... »

Ainsi que le défendeur l'a soutenu dans sa réponse, il n'est responsable que dans les limites de la demande de prise à partie qui a été écartée. Or, celle-ci ne concernait que les

gendarmes qui ont pris part à l'arrestation du demandeur. Ce n'est donc que des dommages causés par les gendarmes que le défendeur doit répondre pour autant qu'il y a eu dol ou faute grave à leur charge. En effet, comme il ne s'agit pas d'actes de fonctionnaires publics se rattachant à l'exercice d'une industrie, l'art. 64 CO autorise la loi cantonale de déroger aux dispositions du code fédéral sur la responsabilité aquilienne. Dès lors, les art. 50 et suiv. CO n'entrent pas en ligne de compte, sauf comme droit complémentaire, et l'art. 13 de la loi fribourgeoise précitée trouve son application en l'espèce. Il y a donc lieu de rechercher si les gendarmes se sont rendus coupables de dol ou de fautes graves.

L'accusation de dol doit être écartée d'emblée, aucun fait de la cause ne permettant de mettre à la charge des gendarmes l'intention de porter un préjudice au demandeur. Il ne peut donc s'agir que d'une faute grave commise par eux à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

3. — Le fait que le demandeur s'est soumis à l'amende s'explique parfaitement par son désir de recouvrer le plus vite possible sa liberté et n'implique pas de sa part une renonciation à son droit de réclamer des dommages-intérêts, en raison de la faute grave des gendarmes. D'ailleurs le défendeur n'a pas excipé expressément de ce moyen dans sa réponse comme constituant une renonciation du demandeur à ouvrir action.

4. — Dans ces conditions, on doit se demander tout d'abord si le gendarme posté à l'entrée de la rue de Lausanne avait le droit d'en interdire l'accès au char du demandeur. Cette question doit être résolue affirmativement. En effet, l'ordre de la Préfecture se rapportait à tous les gros chars sans distinction et celui du demandeur rentrait évidemment dans cette catégorie. En enjoignant au demandeur de faire passer son char par le Varis, le gendarme n'a fait que se conformer aux ordres reçus et aucune faute ne peut lui être reprochée de ce chef. Le fait que le char se trouvait déjà au haut de la rue de Lausanne au moment où le gendarme s'est adressé au demandeur près de la colonne météoro-

logique sur les Grand'Places est sans importance en l'espèce, puisqu'il est établi que le demandeur n'a même pas essayé de se conformer à l'injonction du gendarme, mais a dit à son domestique de continuer son chemin avec le char. Bien que le demandeur — étant donné que l'ordre de la Préfecture n'était pas toujours observé et que lui même avait passé à maintes reprises par la rue de Lausanne — ait pu croire tout d'abord qu'il avait le droit de passer par la rue de Lausanne, on doit cependant retenir comme une faute à sa charge le fait qu'il n'a tenu aucun compte de l'ordre donné par le gendarme et surtout qu'il a refusé d'indiquer son nom. Ici encore, le gendarme avait le droit de sommer le demandeur à décliner ses noms et qualités du moment qu'il s'agissait d'une contravention et qu'il y avait lieu de déterminer l'identité du demandeur.

5. — La situation est différente en ce qui concerne l'arrestation du demandeur près du Tilleul. Bien que les gendarmes avaient en principe le droit d'arrêter Gäumann qui s'obstinait à ne pas donner son nom, ils auraient dû cependant s'abstenir de rigueurs inutiles; ce qu'ils n'ont pas fait. (Art. 59 Cpp, 322 Cp.)

Et tout d'abord on peut se demander s'il n'aurait pas fallu conduire le demandeur à la Préfecture comme la loi l'indique (art. 60 Cpp.) et comme Gäumann prétend l'avoir demandé lui-même. Cependant, étant données les circonstances, les gendarmes ont pu ne pas entendre la déclaration du demandeur, et la proximité du poste central explique qu'ils aient préféré y conduire le demandeur, au lieu de l'amener à la Préfecture située plus loin. De ce chef, on ne saurait en tous cas mettre à la charge des gendarmes une faute grave.

Par contre, on doit retenir à la charge des gendarmes des violences injustifiées envers le demandeur. Sans doute, Gäumann a opposé de la résistance aux agents de la force publique, et ceux-ci avaient certainement le droit de briser cette résistance; cependant, l'art. 97 du règlement administratif et de service pour le corps de la gendarmerie, du

29 novembre 1852, défend expressément aux gendarmes se le livrer envers les personnes arrêtées à des mauvais traitements ou d'employer contre elles aucune violence, à moins qu'il n'y ait résistance. Dans le cas particulier, si Gäumann a résisté aux gendarmes, sa résistance ne fut nullement agressive, ainsi que cela résulte des dépositions des témoins. Elle ne justifiait donc en aucune façon les coups de pied et de poing que les gendarmes lui ont administrés. Ces faits, qui ressortent des témoignages intervenus en cours de l'instruction du procès (voir auditions Thurler, Raemy, Rothey, Carrel, gendarme Rey), constituent à la charge des gendarmes une faute grave, dont l'Etat est responsable.

Aucun dommage matériel, il est vrai, n'est résulté de ces coups pour le demandeur, cependant les rigueurs inutiles ont été certainement pour lui la cause d'un préjudice moral que le défendeur est tenu de réparer d'une façon équitable. Le principe de l'art. 55 CO entre en ligne de compte ici soit à titre de droit cantonal supplétif, soit comme droit fédéral, le droit cantonal ne réglementant pas cette matière.

Enfin il est établi que le demandeur a été menotté. En présence des faits de la cause, cette mesure apparaît comme déplacée et constitue également une faute grave à la charge des gendarmes. La résistance passive de Gäumann, le nombre considérable des gendarmes — ils étaient au moins six — rendaient parfaitement superflu le recours aux menottes, mesure rigoureuse qui ne doit être employée que vis-à-vis de malfaiteurs dangereux. Or, en l'espèce, il s'agissait d'un citoyen, connu de plusieurs des personnes présentes lors de son arrestation, et qui ne s'était rendu coupable que d'une contravention de police peu grave.

Le fait d'avoir eu recours aux menottes a causé au demandeur un préjudice moral et l'a atteint dans son intégrité corporelle. Le médecin traitant a constaté une arthrite traumatique du poignet gauche avec érosion de la peau sur la face dorsale. En conséquence, Gäumann a été empêché de s'occuper des travaux agricoles pendant plusieurs semaines, et encore actuellement une atrophie du bras gauche gêne le de-

mandeur dans son travail manuel. Dès lors, le défendeur doit également réparer ce dommage.

Cependant, étant donné le refus de Gäumann de passer par le Varis et de donner son nom, en tenant compte également de sa résistance lors de son arrestation, on doit admettre qu'il a, par son attitude, contribué dans une mesure notable à augmenter le dommage qu'il a souffert.

Il se justifie donc de réduire dans une forte mesure l'indemnité à laquelle le demandeur aurait pu prétendre si sa conduite avait été à l'abri des reproches. Par suite, en tenant compte de toutes les circonstances de la cause, une somme de 400 fr. apparaît comme une réparation équitable du préjudice matériel et moral causé au demandeur.

Par ces motifs,

Le Tribunal fédéral

prononce :

La demande est admise dans ce sens que le défendeur est condamné à payer à la partie demanderesse la somme de 400 fr., avec intérêt au 5 % dès le 6 juin 1907, à titre de dommages-intérêts.

67. Urteil vom 16. September 1909

in Sachen Müller, Kl., gegen Staat Aargau, Bekl.

Art. 48 Ziff. 4 OG: « *Zivilrechtliche Streitigkeit* ». **Streitwert (Art. 53 OG).** — *Klage auf Anerkennung eines privaten Fischereirechts. Bedeutung einer Aenderung der (kantonalen) Staatshoheit über das betreffende Flussgebiet für den Bestand dieses Rechts. Entschädigung für die zeitweilige Verhinderung der Rechtsausübung.*

A. — Durch Kaufvertrag vom 22. Januar 1904 erwarb der Kläger Simon Müller, gemeinsam mit seinem Bruder Anton, vom Vater Kaver Müller um den Preis von 225 Fr. die „Suhrenfischzenge zu Büron und Triengen, soweit sie sich im Kanton Luzern erstreckt“. Und durch weiteren Vertrag vom 15. Juli 1904 trat

der Bruder Anton ihm seinen Anteil an dieser Fischzenge um die Summe von 200 Fr. kaufweise ab. Zur Umschreibung des Kaufsobjekts ist in der Vertragsurkunde vom 22. Januar 1904 noch bemerkt, daß Vater Müller seine Suhrenfischzenge so hingabe, wie er sie (durch Kaufvertrag vom 25. Juli 1877) von der Korporationsgemeinde Luzern erworben habe. Die Fischzenz umfaßt den Suhrenlauf von der Brücke bei der Schaubernmühle, zwischen Büron und Knutwyl, bis hinunter zum sogenannten Gründelsteg, wo die Suhre vollständig auf das Gebiet des Kantons Aargau übertritt. Von diesem Punkte, an welchem die aargauisch-luzernische Kantonsgrenze von Osten her auf das Flüsschen stößt, aufwärts, bis gegen das sogenannte Unterwehrlinuwyr zu, liegt die Suhre auf der Grenze der beiden Kantone, d. h. es wurde als Grenzlinie dieser Strecke von jeher, ohne genauere Bestimmung, die Mitte des hier vielfach gewundenen Suhrenbettes angesehen. Am oberen Ende der Strecke biegt die Grenze nach Westen ab, sodaß der oberhalb gelegene Fischzenzabschnitt ganz dem Kanton Luzern angehört. Im Jahre 1896 nahmen die Kantone Aargau und Luzern auf der fraglichen Strecke zur Vorbereitung einer geplanten Suhrenkorrektur eine Grenzvereinbarung vor, wonach, laut hierüber aufgenommenem Verbal vom 18. Januar 1898, als Grenze die Mittellinie des plangemäß korrigierten künftigen Suhrenbettes durch Hintermarchen festgelegt wurde. Die Vereinbarung führte am oberen (Süd-) Ende der Korrektionsstrecke zu einer Grenzverschiebung, der zufolge die Suhre in ihrem zur Zeit noch nicht korrigierten Laufe etwas weiter hinauf, als bisher, teilweise, und mit einem „Glumpfen“ — einer vertieften, sackförmig gegen Westen ausgebuchten Stelle — direkt unterhalb des Unterwehrlinuwyr's sogar vollständig, auf aargauisches Gebiet zu liegen kam. In der Folge behandelten die Aargauer Behörden dieses neu erworbene Suhrengebiet als der aargauischen Fischzenzhoheit unterstehend, und als im Jahre 1903 zwei Trienger Fischer — Reinhold Steiger und Josef Koft —, welche die Fischzenz des Klägers Müller in Pacht hatten, auf jenem Gebiete, als in ihrem Pachtbereich, dem Fischfang oblagen, wurden sie polizeilich zur Anzeige gebracht und durch Urteil des Bezirksgerichts Zofingen, mit Bestätigung seitens des aargauischen Obergerichts vom 5. Juni 1905, wegen unberechtigten Fischens auf aargauischem Boden bestraft.